

Groupe CGI inc.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

www.cgi.com

À propos de CGI

Fondé en 1976, le Groupe CGI inc. (« CGI ») figure parmi les plus importantes entreprises indépendantes de services en technologies de l'information (« TI ») et en gestion des processus d'affaires dans le monde. CGI et ses entreprises affiliées emploient quelque 25 000 professionnels œuvrant dans plus de 100 bureaux répartis dans 16 pays. CGI offre la gamme complète des services en TI et en gestion des processus d'affaires à des clients du monde entier, à partir de ses bureaux au Canada, aux États-Unis d'Amérique (« États-Unis »), en Europe et en Asie-Pacifique, ainsi qu'à partir de ses centres d'excellence en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Les produits annualisés de CGI s'établissent actuellement à **4,0 milliards de dollars (3,3 milliards de dollars US)** et, au 31 décembre 2008, son carnet de commandes s'élevait à **11,4 milliards de dollars (9,3 milliards de dollars US)**. Les actions de CGI sont inscrites à la Bourse de Toronto (GIB.A) ainsi qu'à celle de New York (GIB). Elles figurent dans l'indice composé S&P/TSX, dans l'indice plafonné des technologies de l'information S&P/TSX et dans l'indice des titres à moyenne capitalisation S&P/TSX.

Actions et options d'achat d'actions en circulation (au 21 janvier 2009)

274 253 870 actions subalternes classe A

34 208 159 actions classe B

31 513 099 options d'achat d'actions subalternes classe A

Performance du titre au cours des trois premiers mois de 2009

Bourse de Toronto	(\$ CA)	Bourse de New York	(\$ US)
Ouverture :	9,30	Ouverture :	8,80
Haut :	10,40	Haut :	9,21
Bas :	8,30	Bas :	6,63
Clôture :	9,60	Clôture :	7,80
Moyenne des transactions quotidiennes :	1 432 050	Moyenne des transactions quotidiennes :	200 688

Agent des transferts

Société de fiducie Computershare du Canada

1-800-564-6253

Relations avec les investisseurs

Lorne Gorber

Vice-président, Communications et Relations avec les investisseurs

Téléphone : 514-841-3355

lorne.gorber@cgi.com

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Table des matières

PORTÉE DE L'ANALYSE	3
ÉNONCÉS DE NATURE PRÉVISIONNELLE	3
MESURE FINANCIÈRE NON DÉFINIE PAR LES PCGR	3
PROFIL DE L'ENTREPRISE	4
CONTEXTE CONCURRENTIEL	4
VISION ET STRATÉGIE	5
VARIATIONS TRIMESTRIELLES	5
NOUVEAUX CONTRATS SIGNÉS	5
RACHAT D' ACTIONS	5
APERÇU DU PREMIER TRIMESTRE	6
POINTS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS	6
RÉSULTATS FINANCIERS	7
<i>Variation des produits et produits selon les secteurs d'exploitation</i>	7
<i>Répartition des produits</i>	8
CHARGES D'EXPLOITATION	9
BAII AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION	10
BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PARTICIPATION SANS CONTRÔLE	11
BÉNÉFICE NET	12
LIQUIDITÉS	12
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION POURSUIVIES	13
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT POURSUIVIES	13
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX) ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POURSUIVIES	13
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	13
RESSOURCES EN CAPITAL	13
INSTRUMENTS FINANCIERS	14
INDICATEURS DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE ET DES RESSOURCES EN CAPITAL	15
INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET GARANTIES	15
CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS	16
OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS	16
SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES	17
MODIFICATIONS COMPTABLES	17
MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES	20
RISQUES ET INCERTITUDES	20
RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ	20
RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE	22
RISQUES LIÉS AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES	23
RISQUES DE MARCHÉ	24
INTÉGRITÉ DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS	24
POURSUITES JUDICIAIRES	25

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Le 27 janvier 2009

Portée de l'analyse

Tout au long de ce document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2008 et 2007, ainsi qu'avec le rapport annuel de l'exercice 2008. Les conventions comptables de CGI sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), qui diffèrent à certains égards des principes comptables généralement reconnus aux États-Unis (« PCGR des États-Unis »). On trouvera à la note 12 des états financiers consolidés un rapprochement entre les résultats présentés selon les PCGR et les résultats présentés selon les PCGR des États-Unis. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Énoncés de nature prévisionnelle

Toutes les déclarations contenues dans la présente analyse qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « énoncés de nature prévisionnelle » au sens de l'article 27A de la loi américaine *Securities Act of 1933* et de l'article 21E de la loi américaine *Securities Exchange Act of 1934*, dans leurs nouveaux termes, et sont de « l'information prospective » au sens des articles 138.3 et suivants de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions de CGI, sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, la date d'entrée en vigueur et la valeur de nouveaux contrats, d'acquisitions et d'autres initiatives de la Société; la capacité d'attirer et de retenir du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie des TI en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change; ainsi que les hypothèses et autres risques énoncés dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, dans le rapport annuel de CGI inclus dans le formulaire 40-F déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponible sur EDGAR à www.sec.gov), ainsi que dans la notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à www.sedar.com). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins d'énoncés de nature prévisionnelle ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés relatifs à la performance future. À moins que les lois qui s'appliquent ne l'exigent, CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés de nature prévisionnelle ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à la survenue d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces énoncés de nature prévisionnelle ou à l'information prospective. Vous trouverez dans la section « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

Mesure financière non définie par les PCGR

La Société présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, dans la présente analyse, nous utilisons une mesure financière qui n'est pas définie par les PCGR, à savoir :

le bénéfice tiré des activités poursuivies avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, charges d'intérêts et autres charges, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle (« BAIJ ajusté »).

La direction de CGI utilise le BAIJ ajusté pour évaluer le rendement de notre exploitation, car cet indicateur nous renseigne sur l'efficacité de nos activités, du point de vue de l'exploitation. On trouvera à la page 11 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR. Cette mesure non définie par les PCGR n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et est donc difficilement comparable aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elle doit être considérée comme une donnée supplémentaire ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Profil de l'entreprise

CGI, dont le siège social est situé à Montréal, au Canada, mise sur un modèle éminemment souple et efficient de prestation des services pour fournir à des clients du monde entier un éventail complet de services en technologies de l'information (« Services en TI ») et en gestion des processus d'affaires (« GPA »). Le modèle de prestation des services de la Société lui permet de dispenser ses services sur place, dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires avancées qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons généralement nos services en fonction des trois catégories ci-dessous :

- Services-conseils – CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- Intégration de systèmes – CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de nos clients.
- Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (« impartition ») – Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux meilleures technologies tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies dans ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité ainsi que nos pratiques exemplaires afin de rehausser l'efficacité des entreprises clientes. En plus d'incorporer les activités de nos clients à notre réseau technologique, nous pouvons intégrer les professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, leur permettant ainsi de se concentrer encore davantage sur leur mission fondamentale. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications; la maintenance et le soutien d'applications; la gestion des technologies (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau); le traitement des transactions, la gestion des processus d'affaires et d'autres services tels que la gestion de la paie et la gestion des documents. Les contrats d'impartition, dont la durée est généralement de cinq à dix ans, sont habituellement renouvelables.

CGI offre ses services complets aux entreprises appartenant à des secteurs cibles que nous connaissons à fond. Cette approche nous permet de comprendre pleinement les défis concrets auxquels nos clients sont confrontés et de mettre à leur disposition les connaissances ainsi que les solutions qu'il leur faut pour réaliser leurs objectifs d'affaires. Les secteurs économiques que nous ciblons sont : a) les services financiers, y compris les banques, les caisses d'épargne et de crédit, les gestionnaires de patrimoine et les assureurs, dont nous favorisons la compétitivité en faisant évoluer leurs environnements et leurs systèmes complexes de manière à les rendre mieux intégrés et centrés sur les clients; b) les gouvernements et les services de santé, que nous aidons à gérer des programmes de changement progressif ainsi que des projets de transformation à grande échelle axés sur les citoyens; c) les télécommunications et les services publics, dont nous soutenons les efforts visant à créer de nouvelles sources de revenus tout en renforçant la productivité et le service à la clientèle; d) le secteur de la distribution et du détail, dont nous aidons les acteurs à établir des modèles d'exploitation souples, centrés sur les clients, afin de rehausser leur rentabilité et la fidélité de leurs clients; e) le secteur manufacturier, où nous accompagnons les entreprises qui souhaitent transformer leurs processus et leurs chaînes logistiques afin d'accroître leur rentabilité et leur compétitivité mondiale.

Nous élargissons les horizons de nos clients et leur procurons des avantages supplémentaires grâce à une centaine de solutions d'affaires exclusives, parmi lesquelles on retrouve des progiciels de gestion intégrés ainsi que des solutions de crédit et de recouvrement, de gestion fiscale, de gestion des dépenses, de vérification des réclamations, de dépistage des fraudes et de gestion de l'énergie.

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats en fonction de trois secteurs d'exploitation outre le siège social, soit : le Canada, les États-Unis et l'Inde (« États-Unis ») ainsi que l'Europe et l'Asie-Pacifique (« Europe »). Les secteurs d'exploitation sont structurés en fonction du lieu de la prestation des services; leurs résultats englobent les activités qu'ils exercent pour les clients de leurs régions respectives ainsi que les activités réalisées par nos centres d'excellence dans le cadre de notre modèle mondial de prestation des services.

La qualité supérieure des services que nous fournissons à nos clients fait notre fierté. Voilà pourquoi nous avons établi et maintenons toujours un programme rigoureux de qualité sous l'égide de l'Organisation internationale de normalisation (« ISO »). Nous sommes persuadés que c'est en définissant des normes exigeantes de qualité du service et en contrôlant sans cesse la conformité de nos activités à ces normes que nous sommes le mieux en mesure de combler les besoins de nos clients. Notre programme ISO a une très vaste portée au sein de la Société : 98 % de nos produits émanent d'unités d'affaires possédant la certification ISO.

Contexte concurrentiel

Aucune modification importante n'a été apportée à la description ou à l'approche présentées dans notre rapport annuel 2008.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Vision et stratégie

Comme notre stratégie s'appuie sur des données fondamentales à long terme, elle ne nécessite pas de modification pour tenir compte du contexte économique actuel. Veuillez consulter notre rapport annuel 2008 pour obtenir de plus amples informations.

Variations trimestrielles

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices de nos résultats futurs. Veuillez consulter notre rapport annuel 2008 pour obtenir des précisions à ce sujet.

Nouveaux contrats signés

Le ratio nouveaux contrats/facturation de la Société s'est établi à 78 % pour la période. Le ratio nouveaux contrats/facturation représente la valeur totale des nouveaux contrats par rapport à la valeur totale des produits de la période considérée. Les progrès ont été spécialement marqués dans les secteurs cibles des services financiers et des gouvernements et des services de santé, d'où ont émané environ 51 % et 31 % des nouveaux contrats signés, respectivement. Sur le plan géographique, l'apport des États-Unis a été de 53 %, celui du Canada s'est établi à 38 % alors que la zone Europe a fourni 9 % des nouveaux contrats signés. Au cours des douze derniers mois, nous avons maintenu notre ratio nouveaux contrats/facturation à une fois les produits. Nous demeurons engagés à poursuivre une stratégie ambitieuse de développement des affaires et, par conséquent, nous prévoyons continuer à dénicher de nouveaux débouchés pour CGI.

CGI mesure la valeur des nouveaux contrats signés, car elle constitue un indicateur important de nos revenus futurs. Néanmoins, compte tenu des délais de prise d'effet de nos contrats d'impartition et des périodes de transition précédant leur mise en œuvre, les produits associés à ces nouveaux contrats peuvent fluctuer d'une période à l'autre.

Rachat d'actions

Aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui est en vigueur depuis le 5 février 2008, la Société a racheté 18 505 768 de ses actions subalternes classe A pour 197,7 millions \$, à un prix moyen de 10,68 \$. Au cours des trois premiers mois de 2009, la Société n'a racheté aucune action subalterne classe A.

Le 27 janvier 2009, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et le rachat, au cours de l'exercice suivant, de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de la Société détenues dans le public, soit environ 27,4 millions actions, sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Aperçu du premier trimestre

Points saillants des résultats financiers trimestriels

Pour les périodes de trois mois terminées les	31 déc. 2008	30 sept. 2008	30 juin 2008	31 mars 2008	31 déc. 2007	30 sept. 2007	30 juin 2007	31 mars 2007
Carnet de commandes ¹ (en millions de dollars)	11 400	11 645	11 638	11 672	11 690	11 696	11 825	11 921
Nouveaux contrats signés (en millions de dollars)	775	982	986	1 043	1 134	803	789	848
Produits								
Produits (en milliers de dollars)	1 000 372	929 198	950 468	930 770	895 427	903 702	914 023	932 620
Variation par rapport à l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change	4,3 %	2,6 %	6,5 %	5,4 %	6,3 %	11,6 %	8,4 %	8,9 %
Rentabilité								
Marge du BAIL ajusté ²	11,4 %	11,3 %	11,7 %	11,6 %	11,8 %	11,1 %	11,4 %	11,0 %
Bénéfice net (en milliers de dollars)	79 582	73 494	77 897	68 785	72 588	65 577	64 433	62 711
Marge bénéficiaire nette	8,0 %	7,9 %	8,2 %	7,4 %	8,1 %	7,3 %	7,0 %	6,7 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies (en milliers de dollars)	79 497	75 169	81 675	69 110	71 944	65 045	63 967	62 881
Marge du bénéfice tiré des activités poursuivies	8,0 %	8,1 %	8,6 %	7,4 %	8,0 %	7,2 %	7,0 %	6,7 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,26	0,24	0,26	0,21	0,22	0,20	0,20	0,19
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,26	0,24	0,25	0,21	0,22	0,19	0,19	0,19
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,26	0,24	0,25	0,21	0,22	0,20	0,20	0,19
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,26	0,23	0,24	0,21	0,22	0,20	0,19	0,19
Bilan (en milliers de dollars)								
Actifs totaux	3 989 129	3 683 973	3 659 337	3 560 627	3 638 745	3 475 808	3 629 111	3 732 497
Passifs financiers à long terme ³	436 860	326 916	378 920	391 076	475 637	516 470	567 998	654 959
Total du passif à long terme avant obligations liées aux fonds des clients	676 911	547 041	590 313	606 264	685 274	737 991	819 573	892 126
Flux de trésorerie dégagés et structure financière								
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies (en milliers de dollars)	79 220	83 002	105 942	45 929	121 037	118 282	135 203	123 846
Délai moyen de recouvrement des créances ⁴	52	50	48	44	39	42	42	41
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ⁵	9,6 %	13,9 %	15,6 %	15,2 %	14,3 %	16,8 %	17,7 %	20,2 %

1 – Le carnet de commandes tient compte des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements signés au cours de la période considérée, ainsi que des modifications de volumes, des annulations et des fluctuations des taux de change ayant eu pour effet de modifier durant la période la valeur des contrats en vigueur au début de la période. Le carnet de commandes se fonde pour une part sur des estimations de la direction qui peuvent être modifiées de temps à autre.

2 – Le BAIL ajusté n'est pas une mesure définie par les PCGR. La page 11 présente un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

3 – Le passif financier à long terme comprend la tranche à long terme de la dette et des contrats de location-acquisition, les coûts d'intégration et de restructuration, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, la rémunération différée et tous les contrats à terme constituant des passifs.

4 – On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les produits comptabilisés pour la dernière période de trois mois, divisés par 90 jours.

5 – Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme. La dette nette et la somme des capitaux propres et de la dette à long terme sont tous deux présentées déduction faite de la juste valeur des contrats à terme.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Résultats financiers

Variation des produits et produits selon les secteurs d'exploitation

Le tableau qui suit présente la croissance totale de nos produits et la croissance de nos produits selon les secteurs d'exploitation, entre 2008 et 2007, en isolant l'incidence de la variation des taux de change. Les produits par secteur d'exploitation pour 2007 correspondent, respectivement, aux taux de change réels pour la période.

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre (en milliers de dollars sauf les pourcentages)	2008	2007	Variation
Produits	1 000 372	895 427	11,7 %
Variation avant effet de la variation des taux de change	4,3 %	6,3 %	
Effet de la variation des taux de change	7,4 %	-5,0 %	
Variation par rapport à la période antérieure	11,7 %	1,3 %	
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada avant effet de la variation des taux de change	581 137	583 676	-0,4 %
Effet de la variation des taux de change	3 120	-	
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	584 257	583 676	0,1 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis avant effet de la variation des taux de change	281 792	246 993	14,1 %
Effet de la variation des taux de change	59 904	-	
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis	341 696	246 993	38,3 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe avant effet de la variation des taux de change	70 904	64 758	9,5 %
Effet de la variation des taux de change	3 515	-	
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe	74 419	64 758	14,9 %
Produits	1 000 372	895 427	11,7 %

Pour les trois premiers mois de 2009, les produits ont totalisé 1 000,4 millions \$, soit une augmentation de 104,9 \$ ou 11,7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En devises constantes, ils se sont accrus de 4,3 % comparativement à la période correspondante de l'exercice antérieur. La variation des taux de change a eu une incidence favorable de 66,5 millions \$ ou 7,4 %, attribuable surtout à l'appréciation du dollar américain. En devises constantes, la croissance de nos principaux secteurs cibles s'est établie à 14 % pour les gouvernements et les services de santé et à 4 % pour les services financiers.

Canada

Les produits émanant de notre secteur d'exploitation Canada ont totalisé 584,3 millions \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2008, soit une légère hausse de 0,6 million \$ ou 0,1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice antérieur. En devises constantes, les produits ont diminué de 0,4 % ou 2,5 millions \$. Ces produits sont demeurés essentiellement stables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, bon nombre d'organismes gouvernementaux et d'entreprises ayant fermé leurs portes plus longtemps qu'à l'habitude pendant la période des Fêtes.

États-Unis

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2008, les produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis ont augmenté de 38,3 % ou 94,7 millions \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice antérieur, ce qui s'explique principalement par l'incidence favorable de la variation des taux de change, laquelle a totalisé 59,9 millions \$ ou 24,3 %. En devises constantes, la croissance s'est établie à 14,1 %, surtout en raison des nouveaux contrats et des volumes de travail additionnels dans le secteur cible des gouvernements et des services de santé.

Europe

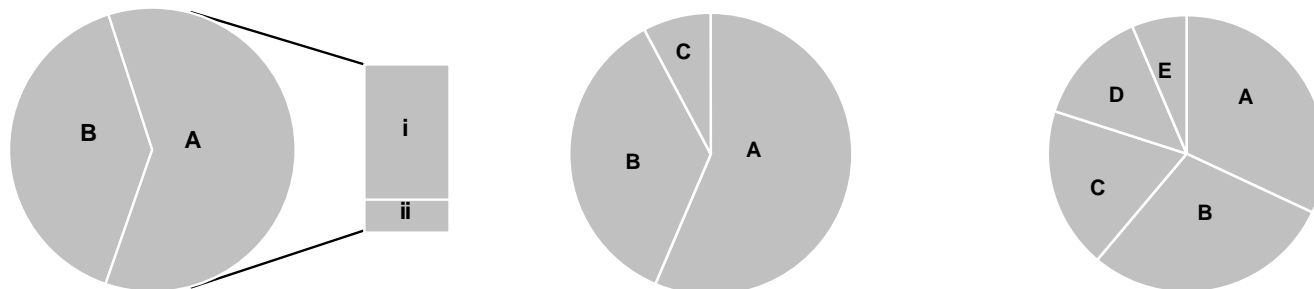
Notre secteur d'exploitation Europe a constaté des produits de 74,4 millions \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2008, ce qui correspond à une hausse de 9,7 millions \$ ou 14,9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2008. En devises constantes, ce secteur a réalisé une croissance de 6,1 millions \$ ou 9,5 %, la variation des taux de change ayant eu une incidence positive de 3,5 millions \$ ou 5,4 %. Cette croissance résulte surtout de la hausse des travaux d'intégration de systèmes et de services-conseils effectués pour nos clients du secteur des télécommunications de l'Europe centrale, ainsi que des produits supplémentaires associés au nouveau contrat d'impartition conclu avec Daimler Financial Services dans le secteur cible des services financiers. Elle a été partiellement contrebalancée par l'achèvement et le ralentissement de certains contrats.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Répartition des produits

Les graphiques suivants fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos produits.



Types de contrats	Marchés géographiques*	Secteurs cibles
A. Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition) i) Services en TI 50 % ii) Gestion des processus d'affaires 10 % B. Intégration de systèmes et services-conseils 40 %	A. Canada 56 % B. États-Unis 36 % C. Europe 8 %	A. Gouvernements et services de santé 32 % B. Services financiers 29 % C. Télécommunications et services publics 19 % D. Distribution et détail 14 % E. Secteur manufacturier 6 %

* Selon l'endroit où nos clients sont établis.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Charges d'exploitation

			En pourcentage des produits de l'exercice 2008	En pourcentage des produits de l'exercice 2007
Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre (en milliers de dollars sauf les pourcentages)	2008	2007		
Coûts des services et frais de vente et d'administration	837 077	750 595	83,7 %	83,8 %
Perte (gain) de change	3 784	(420)	0,4 %	0,0 %
Charges d'amortissement				
Immobilisations	13 817	9 440	1,4 %	1,1 %
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	4 912	4 910	0,5 %	0,5 %
Autres actifs incorporels	26 754	25 411	2,7 %	2,8 %
Charges d'amortissement totales	45 483	39 761	4,5 %	4,4 %

Coûts des services et frais de vente et d'administration

Par rapport aux trois premiers mois de 2008, le pourcentage des produits totaux que représentent nos coûts des services et frais de vente et d'administration a diminué légèrement, passant de 83,8 % à 83,7 %, tandis que notre marge bénéficiaire brute de même que nos ratios des frais de vente et des frais d'administration sont demeurés relativement stables. Nous continuons de canaliser nos efforts sur la gestion proactive de nos coûts pour assurer leur concordance avec les produits. Comparativement à la période correspondante de l'exercice antérieur, la variation des taux de change a eu une incidence défavorable de 61,7 millions \$ sur nos coûts des services et frais de vente et d'administration, ce qui a annulé en bonne partie l'augmentation des produits attribuable au même facteur, décrite dans la section précédente.

Perte (gain) de change

Ce poste comprend l'effet réalisé et non réalisé de la variation des taux de change sur notre bénéfice. La Société, en plus de sa couverture naturelle, a mis en œuvre une stratégie visant à gérer son exposition, dans la mesure du possible, aux fluctuations des taux de change au moyen de l'utilisation efficace d'instruments financiers. Sur la perte totale de 3,8 millions \$, une tranche de 2,0 millions \$ provient des intérêts sur nos couvertures de flux de trésorerie mises en place un an auparavant relativement à nos billets de premier rang non garantis en devise américaine. Ces charges seront portées à l'état des résultats lorsque les billets viendront à échéance. Le solde de 1,8 million \$ est directement lié aux conséquences de l'importante volatilité du dollar américain sur le règlement de certains comptes de trésorerie et soldes intersociétés.

Charges d'amortissement

Par rapport aux trois premiers mois de 2008, la hausse des charges d'amortissement des immobilisations est surtout liée aux équipements informatiques acquis au cours de la dernière année afin de soutenir la croissance de nos produits et d'améliorer l'infrastructure de nos centres de traitement des données. De plus, les investissements effectués dans nos centres de traitement des données et dans nos bureaux aux États-Unis au cours de la dernière année ont contribué à l'augmentation des charges d'amortissement liées aux améliorations locatives.

Les charges d'amortissement des coûts liés à des contrats sont comparables aux charges comptabilisées un an plus tôt et traduisent l'incidence nette des charges d'amortissement associées à l'intégration de nouveaux clients et à la mise en place de nouveaux contrats, dont l'effet est atténué par les contrats achevés.

Par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, la hausse des charges d'amortissement constatées au titre des autres actifs incorporels découle en majeure partie de l'incidence de 2,6 millions \$ US de la variation des taux de change associée principalement à nos solutions d'affaires et à certaines relations clients. Cette hausse a été amoindrie par les relations clients dont l'amortissement s'est achevé.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

BAIL ajusté selon les secteurs d'exploitation

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre (en milliers de dollars sauf les pourcentages)	2008	2007	Variation
Canada	76 907	89 335	-13,9 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	13,2 %	15,3 %	
États-Unis	48 789	24 217	101,5 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis	14,3 %	9,8 %	
Europe	4 298	4 415	-2,7 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Europe	5,8 %	6,8 %	
Siège social	(15 966)	(12 476)	28,0 %
En pourcentage des produits	-1,6 %	-1,4 %	
BAIL ajusté	114 028	105 491	8,1 %
Marge du BAIL ajusté	11,4 %	11,8 %	

Canada

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2008, le BAIL ajusté de notre secteur d'exploitation Canada s'est établi à 76,9 millions \$, soit une baisse de 12,4 millions \$ ou 13,9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice antérieur. Il a représenté 13,2 % des produits attribuables à ce secteur, en recul par rapport à 15,3 % un an plus tôt. La diminution du BAIL ajusté par rapport à la période correspondante de l'exercice antérieur est principalement attribuable à la hausse des indemnités de départ octroyées durant la période et à la fermeture prolongée des bureaux de nos clients durant la période des Fêtes. Les indemnités de départ supplémentaires de 5,0 millions \$ sont liées aux mesures mises en place afin de maintenir une structure de coûts concurrentielle qui nous permettra de mieux nous adapter au contexte économique actuel.

États-Unis

En hausse de 24,6 millions \$ ou 101,5 % par rapport aux trois premiers mois de 2008, le BAIL ajusté de notre secteur d'exploitation États-Unis a atteint 48,8 millions \$ pour les trois premiers mois de 2009. Le BAIL ajusté a ainsi représenté 14,3 % des produits émanant de ce secteur, contre 9,8 % un an plus tôt. Cette hausse de la marge résulte principalement de la croissance des produits déjà mentionnée et du déploiement des programmes d'amélioration de la productivité et de la rentabilité qui ont optimisé notre modèle mondial de prestation des services en minimisant les heures non facturables. De plus, la variation des taux de change a eu un effet favorable de 6,6 millions \$ sur notre BAIL ajusté.

Europe

Ayant connu une légère diminution de 0,1 million \$ ou 2,7 % par rapport aux trois premiers mois de 2008, le BAIL ajusté de notre secteur d'exploitation Europe s'est chiffré à 4,3 millions \$ pour les trois premiers mois de 2009. En pourcentage des produits, la marge du BAIL ajusté a diminué, passant de 6,8 % à 5,8 %. Cette baisse, attribuable à l'achèvement et au ralentissement des contrats en Australie, est partiellement compensée par la marge bénéficiaire plus élevée associée à la croissance des produits de notre secteur d'exploitation Europe mentionnée précédemment. Nous maintenons notre engagement d'améliorer continuellement nos marges pour atteindre des niveaux comparables à ceux des autres secteurs d'exploitation.

Siège social

Pour les trois premiers mois de 2009, les dépenses du siège social ont représenté 1,6 % des produits, en hausse par rapport à 1,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cependant, l'effet réalisé et non réalisé de la variation des taux de change est incluse dans les dépenses du siège social. Déduction faite de cet élément, les dépenses du siège social se sont élevées à 12,2 millions \$ (1,2 % des produits) et à 12,9 millions \$ (1,4 % des produits) pour les trois premiers mois de 2009 et de 2008, respectivement.

Conformément à notre modèle d'entreprise décentralisé, fortement axé sur la responsabilisation, nous continuons à évaluer les services dispensés par le siège social et s'il y a lieu, nous procéderons à leur rationalisation ainsi qu'à leur intégration à nos secteurs d'exploitation.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement entre notre BAII ajusté et le bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle, qui est présenté conformément aux PCGR au Canada.

			En pourcentage des produits de l'exercice 2009	En pourcentage des produits de l'exercice 2008
Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre (en milliers de dollars sauf les pourcentages)	2008	2007		
BAII ajusté	114 028	105 491	11,4 %	11,8 %
Intérêts sur la dette à long terme	6 702	7 327	0,7 %	0,8 %
Autres revenus	(770)	(1 635)	-0,1 %	-0,2 %
Intérêts et autres charges	2 505	325	0,3 %	0,0 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts et participation sans contrôle	105 591	99 474	10,6 %	11,1 %

Intérêts sur la dette à long terme

La diminution des intérêts débiteurs par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent résulte essentiellement de la variation favorable des taux d'intérêt sur nos facilités de crédit et, dans une moindre mesure, des remboursements effectués au cours des douze derniers mois.

Autres revenus

Les autres revenus comprennent les intérêts et les autres revenus de placement touchés sur les soldes de trésorerie au cours de l'exercice, déduction faite des intérêts débiteurs.

Intérêts et autres charges

Les charges d'intérêts et autres charges comprennent la diminution d'environ 2,2 millions \$ de la juste valeur de certains placements liés à un régime de rémunération différée que nous gérons à titre de fiduciaire pour certains de nos employés américains. La moins-value liée au régime de rémunération différée a été annulée entièrement par une baisse correspondante des coûts de rémunération inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration et n'a par conséquent aucun effet sur notre bénéfice avant impôts. Ce poste inclut également les dépenses associées à la gestion de nos soldes de trésorerie, déduction faite des intérêts et des autres revenus de placement touchés.

Impôts sur les bénéfices

En baisse de 1,7 million \$ par rapport aux impôts de 27,4 millions \$ comptabilisés pour la période correspondante de l'exercice précédent, les impôts sur les bénéfices ont totalisé 25,7 millions \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2008. Notre taux d'imposition effectif a également diminué, passant de 27,5 % pour les trois premiers mois de 2008 à 24,4 % pour les trois premiers mois de 2009. Au cours de la période, la Société a bénéficié d'un avantage non récurrent de 8,6 millions \$ résultant surtout d'une décision favorable du tribunal rendue à l'égard des passifs d'impôts des exercices antérieurs. Sans cet avantage non récurrent, notre taux d'imposition aurait été de 32,5 %. Pour la période correspondante de l'exercice 2008, la Société avait comptabilisé un avantage de 6,3 millions \$ du fait de la réévaluation des passifs et actifs d'impôts futurs à la suite des nouveaux taux d'imposition promulgués au Canada. Nous nous attendons toujours à ce que notre taux d'imposition effectif varie entre 32 % et 34 % pour les périodes futures.

Participation sans contrôle

Notre participation dans Conseillers en informatique d'affaires (« CIA ») totalise présentement 65,3 %, soit une hausse de 0,6 % par rapport à la participation de 64,7 % détenue à la fin des trois premiers mois de 2008.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Bénéfice net

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement entre le bénéfice tiré des activités poursuivies et le bénéfice net.

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre (en milliers de dollars à moins d'indication contraire)	2008	2007	Variation
Bénéfice tiré des activités poursuivies	79 497	71 944	10,5 %
Marge	8,0 %	8,0 %	
Bénéfice tiré des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices	85	644	-86,8 %
Bénéfice net	79 582	72 588	9,6 %
Marge	8,0 %	8,1 %	
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation – de base	308 274 151	323 926 784	-4,8 %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation – dilué	310 654 514	329 785 001	-5,8 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,26	0,22	18,2 %
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,26	0,22	18,2 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,26	0,22	18,2 %
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,26	0,22	18,2 %

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2008, le bénéfice tiré des activités poursuivies a augmenté de 7,6 millions \$ ou 10,5 %, hausse qui résulte surtout de l'amélioration de la rentabilité de l'exploitation de notre secteur d'exploitation États-Unis. Comme à la période correspondante de l'exercice 2008, notre marge bénéficiaire s'est établie à 8,0 %. Elle prend en compte dans les deux cas des avantages fiscaux totalisant 8,6 millions \$ et 6,3 millions \$, respectivement. Si l'on ne tient pas compte de ces facteurs, notre marge aurait été de 7,1 % et de 7,3 % pour les trois premiers mois de 2009 et de 2008, respectivement.

Le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions de CGI en circulation au cours des trois premiers mois de 2009 a diminué par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison du rachat d'actions sur le marché libre dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. L'émission d'actions subalternes classe A, dans le contexte de la levée d'options sur actions, a légèrement atténué l'effet de ces rachats.

Liquidités

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission de dette à long terme et l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant efficacement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 31 décembre 2008, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 216,0 millions \$. Le tableau qui suit présente les points saillants des périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2008 et 2007.

Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre (en milliers de dollars)	2008	2007	Variation
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	79 220	121 037	(41 817)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	(25 481)	(30 841)	5 360
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement poursuivies	91 446	(68 703)	160 149
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie des activités poursuivies	20 535	(2 486)	23 021
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies	165 720	19 007	146 713

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies ont totalisé 79,2 millions \$ ou 7,9 % des produits pour les trois premiers mois de 2009, tandis qu'ils se sont chiffrés à 121,0 millions \$ ou 13,5 % des produits pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul de 41,8 millions \$ s'explique principalement par la variation nette de notre délai moyen de recouvrement des créances, dont l'incidence a été atténuée en partie par les dates des paiements des fournisseurs, les remboursements liés à des crédits d'impôt et l'accroissement de notre rentabilité.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 25,5 millions \$ pour les trois premiers mois de 2009, ce qui représente une baisse de 5,4 millions \$ par rapport à la somme de 30,8 millions \$ investie au cours de la même période l'exercice antérieur. Les investissements effectués au cours de la période ont surtout servi aux immobilisations, au développement de solutions d'affaires, à l'achat de droits d'utilisation de logiciels et aux coûts liés à des contrats.

La somme de 15,7 millions \$ affectée aux immobilisations représente une hausse de 0,7 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la période, nous avons investi environ 12,3 millions \$ dans du matériel informatique, contre 8,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La plus grande partie de cette somme a été consacrée à l'achat d'actifs pour soutenir notre croissance et mettre à niveau l'infrastructure de nos centres de traitement des données.

Les investissements dans les actifs incorporels et autres actifs à long terme se sont chiffrés à 12,0 millions \$, soit 4,1 millions \$ de moins que pour la période correspondante de l'exercice antérieur. Cette baisse est surtout attribuable à la réduction des dépenses liées aux droits d'utilisation de logiciels. En outre, afin d'assurer le coût et la qualité de nos investissements, nous augmentons sans cesse le recours à nos centres mondiaux de prestation des services pour ce qui est du travail lié à nos solutions.

Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement poursuivies

Pour les trois premiers mois de 2009, les activités de financement poursuivies ont généré 91,4 millions \$ et une somme de 144,7 millions \$ a été retirée sur nos facilités de crédit, en premier lieu aux fins de la couverture des soldes de trésorerie de nos secteurs d'exploitation États-Unis et Europe. Ce retrait a été partiellement annulé par des remboursements totalisant 50,4 millions \$.

Au cours des trois premiers mois de 2008, une somme de 68,7 millions \$ a été affectée aux activités de financement, dont 54,6 millions \$ au titre du remboursement de nos facilités de crédit et 18,4 millions \$ au titre du rachat d'actions de CGI en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Ces sorties de fonds ont été compensées en partie par le produit de 6,4 millions \$ tiré des actions émises dans le cadre de la levée d'options d'achat d'actions.

Obligations contractuelles

Nous assumons des obligations contractuelles assorties de dates d'échéance variées. Ces obligations sont principalement liées à la location de bureaux, au matériel informatique utilisé pour exécuter les contrats d'impartition et aux ententes de service à long terme. La valeur de ces obligations n'a pas enregistré de variation importante en dehors du cours normal de nos activités depuis la fin de notre exercice terminé le 30 septembre 2008, comme il est expliqué dans le rapport annuel 2008.

En outre, à la suite de la modification de l'entente avec les actionnaires de CIA effectuée au troisième trimestre de l'exercice 2007, CGI s'est engagée à acheter les actions restantes de CIA, soit 39,3 % des actions, d'ici au 1^{er} octobre 2011. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2008, la Société a acheté des actions additionnelles pour un montant calculé selon une formule définie dans l'entente entre les actionnaires. Au 31 décembre 2008, 34,7 % des actions de CIA n'avaient pas été achetées.

Ressources en capital

	Engagement total	Montants disponibles au 31 décembre 2008	Montants prélevés au 31 décembre 2008
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	216 034	-
Facilités de crédit renouvelables non garanties ¹	1 500 000	1 231 869	268 131 ²
Marges de crédit et autres facilités ¹	25 000	25 000	-
Total	1 525 000	1 472 903	268 131 ²

1 – À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

2 – Se compose de la tranche utilisée des facilités de crédit (250,9 millions \$) et de lettres de crédit (17,2 millions \$).

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Notre situation de trésorerie et nos marges de crédit bancaires suffisent au financement de notre stratégie de développement. Au 31 décembre 2008, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 216,0 millions \$ et nos facilités de crédit disponibles totalisaient 1 256,9 millions \$. Le montant disponible en vertu de la facilité de crédit était de 1 231,9 millions \$, et la Société avait accès à une autre somme de 25,0 millions \$ en vertu d'une autre marge de crédit remboursable à vue. La facilité est aussi assortie d'une disposition accordéon prévoyant qu'à n'importe quel moment au cours de la période de renouvellement, nous pouvons demander qu'elle soit augmentée de 250 millions \$. Cette augmentation est uniquement soumise à l'obtention d'un engagement supplémentaire de la part du consortium bancaire ou d'autres participants. Les ententes de crédit à long terme sont assorties de clauses restrictives nous obligeant à maintenir certains ratios financiers. Au 31 décembre 2008, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ses ententes de crédit à long terme. Les équivalents de trésorerie comprennent généralement des effets de commerce, des billets, des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par des grandes banques.

La Société a également accès à une facilité de crédit renouvelable partagée avec Innovaposte, une coentreprise, pour un montant total de 5,0 millions \$ portant intérêt au taux préférentiel du Canada. Au 31 décembre 2008, aucun montant n'avait été retiré de cette facilité.

La dette à long terme totale a augmenté de 123,3 millions \$ au cours de la période pour s'établir à 514,4 millions \$ au 31 décembre 2008, comparativement à 391,1 millions \$ au 30 septembre 2008. La variation est surtout attribuable au retrait d'une somme de 144,7 millions \$ sur nos facilités de crédit aux fins des couvertures mentionnées précédemment et à l'incidence des fluctuations des taux de change par rapport au dollar américain qui s'est élevée à 29,7 millions \$, moins des remboursements de 52,7 millions \$.

Instruments financiers

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers à des fins de spéculation. Les gains ou les pertes de change provenant des investissements nets dans les filiales étrangères autonomes sont comptabilisés à titre d'autres éléments du résultat étendu. S'il y a lieu, les gains ou les pertes de change réalisés et non réalisés sur les instruments qui couvrent la dette libellée en dollars américains sont également comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

Le tableau suivant résume les couvertures en cours :

		Valeur (en milliers de dollars)	
	Poste de comptabilisation	31 décembre 2008	30 septembre 2008
Couverture des investissements nets dans les filiales étrangères autonomes			
Dette de 100,0 millions \$ US désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales aux États-Unis	Dette à long terme	122 460	-
Dette de 12,0 millions €désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales en Europe	Dette à long terme	20 455	-
Couvertures des flux de trésorerie liés aux produits futurs			
Contrats de change à terme de 168,2 millions \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et le dollar canadien	Charges à payer	653	-
	Autres passifs à long terme	2 020	-
Contrats de change à terme de 19,5 millions \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et la roupie indienne	Charges à payer	1 101	-
Couvertures des flux de trésorerie liés aux notes principales non garantis en devise américaine			
Contrats de change à terme de 192,0 millions \$ US	Autres actifs à court terme	18 885	-
	Autres actifs à long terme	20 013	8 758

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Le 1^{er} décembre 2008, la Société a désigné une dette de 100,0 millions \$ US comme instrument de couverture d'une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales autonomes aux États-Unis. De plus, le 17 décembre 2008, la Société a désigné une dette de 12,0 millions € comme instrument de couverture d'une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales autonomes en Europe. Depuis le 21 décembre 2007, la Société est partie à des contrats à terme visant à bloquer à 194,2 millions \$ le capital à rembourser en vertu des billets de premier rang non garantis en devise américaine.

En outre, depuis le 17 décembre 2007, la Société est partie à des contrats à terme visant à couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et la roupie indienne sur les produits futurs provenant des États-Unis devant être encaissés chaque mois pendant neuf mois. Depuis la même date, la Société est aussi partie à des swaps de devises fixe-variable visant à couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et le dollar canadien sur les produits futurs provenant des États-Unis devant être encaissés chaque mois pendant 45 mois.

Indicateurs de la situation de trésorerie et des ressources en capital

	Au 31 décembre 2008	Au 31 décembre 2007
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme	9,6 %	14,3 %
Délai moyen de recouvrement des créances (<i>en jours</i>)	52	39
Rendement du capital investi ¹	13,9 %	12,5 %

1 – Le taux de rendement du capital investi représente le BAII ajusté après impôts divisé par la moyenne du capital investi (soit la somme des capitaux propres et de la dette moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite de la juste valeur des contrats à terme) au cours des quatre derniers trimestres.

Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme s'établissait à 9,6 % au 31 décembre 2008, en baisse par rapport à 14,3 % à la même date un an plus tôt. Cette réduction découle principalement de la variation de 343,4 millions \$ des capitaux propres découlant essentiellement de la variation nette de 208,3 millions \$ des autres éléments du résultat étendu, laquelle est attribuable à l'incidence des fluctuations des taux de change en regard du dollar américain, et, dans une moindre mesure, de l'amélioration de la rentabilité par rapport à l'exercice précédent.

Le délai moyen de recouvrement des créances s'élève à 52 jours, soit une hausse de 13 jours par rapport à la période correspondante de l'exercice antérieur, en conséquence surtout des moments où nous avons facturé nos clients à la suite du franchissement de jalons importants, ainsi que des moments où de grands clients ont effectué des paiements anticipés liés à nos services d'impartition. L'amélioration de notre capacité à générer des rentrées de fonds est une priorité, et nous demeurons déterminés à ramener le délai moyen de recouvrement des créances à son niveau historique, soit 45 jours. On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours. Les paiements reçus à l'avance en contrepartie de travaux exécutés ultérieurement peuvent fluctuer d'une période à l'autre en fonction des moments où nos clients effectuent les paiements liés à nos services d'impartition.

Le taux de rendement du capital investi s'est établi à 13,9 %, soit une amélioration par rapport à 12,5 % pour la période correspondante un an plus tôt. Notre croissance rentable soutenue et les retombées favorables de notre programme de rachat d'actions sont les principales causes de ce progrès.

Instruments de financement hors bilan et garanties

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan, car les modalités des baux ne correspondent pas aux critères qui justifieraient leur capitalisation. De temps à autre, nous concluons des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tiers des engagements liés à notre performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de garanties accordées lors de cessions d'entreprises et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Dans le cadre de ventes d'actifs et de cessions d'entreprises, la Société peut être obligée de verser des remboursements ou des indemnités à des contreparties, par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que plusieurs des ententes précisent une limite de responsabilité, totalisant globalement environ 67,8 millions \$, plusieurs ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible d'estimer raisonnablement les montants maximaux qu'il pourrait être nécessaire de verser en vertu de telles garanties. Le versement de ces sommes dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 31 décembre 2008, aucun montant n'avait été porté aux bilans consolidés

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

relativement à ce type d'indemnité. La Société estime que l'obligation totale qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur ses états financiers consolidés.

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

Dans le cours normal de nos activités, il peut arriver que nous fournissions à certains clients, principalement des entités gouvernementales, des cautionnements de soumissions et d'exécution. En règle générale, nous ne serions responsables des cautionnements de soumissions que si nous refusons de réaliser les projets après que nos soumissions eurent été acceptées. Nous serions également responsables des cautionnements d'exécution en cas de défaut dans l'exécution de nos engagements. Au 31 décembre 2008, nous avons engagé un montant total de 164,5 millions \$ dans ce type de cautionnements. À notre connaissance, nous nous sommes conformés aux obligations d'exécution qui nous incombent en vertu de tous les contrats de services assortis de cautionnements de soumissions et d'exécution auxquels nous étions parties; nous estimons également que les charges totales que nous serions susceptibles d'assumer en raison de ces cautionnements, le cas échéant, n'auraient pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation consolidés ni sur notre situation financière.

Par ailleurs, nous avons fourni une garantie de 5,9 millions \$ sur la valeur résiduelle d'équipement loué, comptabilisé en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat. Le 22 décembre 2008, la Société a été libérée de garanties bancaires liées à des indemnités fiscales totalisant 3,3 millions \$ à la suite de l'évaluation finale des autorités fiscales.

Capacité de livrer les résultats

Nous estimons posséder les ressources en capital et les liquidités nécessaires pour tenir nos engagements et respecter nos obligations présentes tout en soutenant notre exploitation et en finançant nos stratégies de croissance. Nous croyons également que nous disposons des ressources non financières nécessaires pour atteindre nos objectifs de croissance continue. Ces ressources comprennent une équipe de direction solide dont le taux de roulement historique est très faible, des cadres évolués de gestion assurant l'observation continue de normes élevées de service à la clientèle et la formation continue des gestionnaires, ainsi que des systèmes internes et des processus de qualité qui nous aident à intégrer et à conserver les nouveaux membres que nous accueillons à la suite de l'obtention de grands contrats d'impartition ou d'acquisitions.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. Le tableau qui suit présente la part revenant à CGI des activités d'Innovaposte et des soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché.

Innovaposte		
Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre	2008	2007
<i>(en milliers de dollars)</i>		
Produits	32 416	28 405
Débiteurs	16 468	14 106
Travaux en cours	2 875	4 704
Coûts liés à des contrats	10 592	13 115
Produits reportés	1 885	2 716

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2008 et 2007 ne sont pas vérifiés et comprennent tous les ajustements que la direction de CGI juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie.

Les informations fournies pour les périodes intermédiaires ne sont pas conformes à tous les égards aux exigences des PCGR relatives aux états financiers consolidés annuels; c'est pourquoi les états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008. Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les mêmes conventions comptables et les mêmes méthodes d'application de celles-ci que les états financiers consolidés annuels pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, à l'exception des nouvelles conventions comptables adoptées le 1^{er} octobre 2008.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période écoulée.

Modifications comptables

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son *Manuel* qui s'appliquent aux périodes intermédiaires ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008 :

- a) Le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisitions et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. Il établit des normes pour la constatation, l'évaluation et la présentation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels. Les critères de détermination et de constatation initiale des actifs incorporels, y compris les actifs incorporels développés à l'interne, qui y sont stipulés sont conformes aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») correspondantes. Le chapitre 1000, *Fondements conceptuels des états financiers*, a aussi été modifié afin d'être uniforme avec le nouveau chapitre. La Société a déterminé que l'incidence de cette norme n'est pas importante. Les informations additionnelles à fournir en conséquence de l'adoption de ce chapitre sont présentées à la note 3, Actifs incorporels et autres actifs à long terme. Du fait de l'application du chapitre, les coûts liés à des contrats sont désormais présentés au poste Actifs incorporels et autres actifs à long terme.
- b) Le chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, établit les conditions pour évaluer et présenter la capacité de la Société d'exercer ses activités selon l'hypothèse de continuité d'exploitation. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Estimations comptables importantes

La note 2 accompagnant les états financiers consolidés vérifiés au 30 septembre 2008 décrit les estimations comptables importantes que la Société utilise. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le procédé de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés.

On considère qu'une estimation comptable est importante si elle repose sur des hypothèses que la direction a dû faire au moyen de renseignements très incertains au moment où l'estimation a été formulée, si plusieurs estimations différentes avaient raisonnablement pu être utilisées pour la période considérée ou encore, si on peut raisonnablement s'attendre à ce que l'estimation comptable subisse des modifications qui auraient une incidence importante sur la présentation de notre situation financière, sur l'évolution de notre situation financière ou sur nos résultats d'exploitation.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Éléments sur lesquels les estimations ont une incidence	Bilans consolidés	États consolidés des résultats			
		Produits	Coûts des services et frais de vente et d'administration	Amortissement/dépréciation	Impôts sur les bénéfices
Écart d'acquisition	X			X	
Impôts sur les bénéfices	X				X
Éventualités et autres passifs	X		X		
Passifs liés aux intégrations	X		X		
Constatation des produits	X ¹	X			
Rémunérations à base d'actions	X				
Crédits d'impôt à l'investissement et programmes gouvernementaux	X		X		
Perte de valeur d'actifs à long terme	X			X	

1 – Débiteurs, travaux en cours et produits reportés

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation concernée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer sa valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de chaque unité d'exploitation. Les unités faisant l'objet d'un test de dépréciation sont nos trois secteurs d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales, les taux d'actualisation et les données du secteur. Toute modification des estimations utilisées pourrait avoir une incidence importante sur le calcul de la juste valeur et de la charge de perte de valeur qui en résulte. Des modifications importantes des estimations ou des hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Impôts sur les bénéfices

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts exigibles et futurs conformément aux législations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règles fiscales qui s'appliquent sont soumises à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalisera, la Société doit estimer ses revenus imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la charge d'impôts pourraient différer substantiellement des montants portés au bilan, car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

Éventualités et autres passifs

La Société comptabilise des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose pour une grande part sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte dont elle demeurerait incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

Passifs liés aux intégrations

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions associées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux. De plus, à la date de clôture de chaque période comptable, la Société estime les charges liées aux bureaux fermés dans le contexte de son programme de restructuration.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. Certaines de ces procédures pourraient occasionner des coûts importants. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers consolidés en tenant compte, entre autres, de la période durant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

Constatation des produits

Nos produits sont en majeure partie constatés au moyen de critères qui ne nous obligent pas à utiliser des estimations importantes. Néanmoins, CGI fournit certains services assortis de mécanismes particuliers d'établissement des prix, par exemple des ententes structurées selon la méthode du degré d'avancement des travaux et des ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client. La méthode du degré d'avancement des travaux se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfices tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, s'il est plus probable qu'improbable que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la perte et ce, dès la période durant laquelle la perte est décelée. Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les bénéfices résultant de ces ententes atteindront la valeur sur laquelle la constatation des produits repose.

Dans le cas de contrats visant la prestation multiple de services, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses catégories correspond à la juste valeur relative de chacune des catégories, telle qu'elle est déterminée au moyen d'estimations internes ou de preuves objectives provenant de fournisseurs particuliers. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque catégorie, comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule catégorie de services.

La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des ententes et les estimations sous-jacentes. En raison de la variation des volumes, des changements technologiques et d'autres facteurs impossibles à prévoir au moment de la conclusion d'un contrat, il peut exister un écart important entre les produits estimés initialement et les produits résultant réellement d'une entente.

Rémunérations à base d'actions

CGI comptabilise son régime de rémunération à base d'actions selon les normes du chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA, Rémunérations et autres paiements à base d'actions*. Conformément aux recommandations de ce chapitre, CGI a décidé d'utiliser le modèle d'évaluation de Black et Scholes pour déterminer la valeur des options accordées dans le cadre de ses paiements à base d'actions. Ce modèle se fonde, entre autres, sur les variables suivantes : la volatilité prévue de l'action durant la période des attributions, le taux de déchéance attendu, la durée de vie prévue des options et le taux d'intérêt sans risque. Compte tenu des diverses hypothèses utilisées et des circonstances nouvelles qui pourraient survenir, les résultats d'exploitation réels pourraient être sensiblement différents des résultats indiqués.

Crédits d'impôt à l'investissement et programmes gouvernementaux

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement, car ils respectent les critères d'admissibilité à ces crédits et aux programmes gouvernementaux. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et, le cas échéant, à quels montants elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités aux critères des programmes gouvernementaux.

Dépréciation d'actifs à long terme

La Société soumet les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels et les immobilisations, à un test de recouvrabilité à la fin de chaque exercice dans le cas des solutions d'affaires, ou lorsque des événements ou des changements de situation font en sorte que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Dans le cas des solutions d'affaires, des droits d'utilisation de logiciels et des relations avec les clients, les estimations et hypothèses incluent le calcul de la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés, sur la base de la vie utile estimative de ces actifs, l'estimation des flux de trésorerie futurs attribuables à ces actifs, ainsi que l'évaluation de ces éléments par rapport aux soldes non amortis. Dans le cas des logiciels internes et des immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant le laps de temps pendant lequel la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Pour évaluer les possibilités de recouvrement des coûts liés à des contrats, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimatifs du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Si les estimations ou les hypothèses utilisées dans le cadre des tests de dépréciation des actifs à long terme étaient modifiées, cela n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Modifications comptables futures

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») pour l'établissement des états financiers relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Afin de se préparer à ce changement, la Société a élaboré un plan de conversion aux IFRS. Nous avons terminé l'étape du diagnostic, qui comprenait un examen approfondi des différences entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS, ainsi qu'une étude des options possibles en matière d'adoption. La deuxième étape de notre plan, qui comporte l'évaluation détaillée de l'incidence de l'adoption des IFRS, s'échelonnait sur l'ensemble de l'exercice 2009. Cette étape nous permettra de déterminer les conséquences du changement. Ceci fait, nous évaluerons l'impact de l'adoption des IFRS sur les autres volets importants de la conversion, soit les modifications à apporter à nos conventions comptables, les modifications à apporter à nos systèmes informatiques, les exigences en matière de formation, les mécanismes de contrôle internes à l'égard de l'information financière et les répercussions sur les activités d'affaires de la Société.

Tout au long de l'exercice 2009, nos analyses des périodes intermédiaires feront le point sur les principaux éléments et sur les dates clés de notre plan de conversion aux IFRS.

En janvier 2009, l'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son *Manuel* :

- i) Le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, remplace le chapitre 1581, *Regroupements d'entreprises*. Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est le 1^{er} octobre 2011 ou après. Une application anticipée est autorisée. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés.
- ii) Le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*, remplacent le chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), *États financiers consolidés et individuels*. Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouveaux chapitres sur les états financiers consolidés.

Risques et incertitudes

Nous envisageons les perspectives d'avenir à long terme de la Société avec confiance. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui pourraient avoir une incidence sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération lors de l'évaluation du potentiel de la Société à titre de placement.

Risques liés à notre secteur d'activité

Concurrence pour l'obtention des contrats – Nous gérons toutes les dimensions de nos affaires de façon disciplinée. Nos méthodes sont presque toutes codifiées dans le cadre de la certification ISO 9001. Nos processus de gestion ont été mis au point pour nous permettre de respecter nos normes élevées en nous assurant que nos employés livrent de façon constante des biens et des services conformes aux spécifications. Ils se fondent sur les valeurs solides qui sous-tendent notre culture d'entreprise axée sur les clients. Ils contribuent au taux élevé de succès de CGI en matière d'obtention et de renouvellement des contrats. En outre, nous comprenons à fond les enjeux stratégiques propres aux cinq secteurs économiques que nous ciblons, ce qui améliore notre position concurrentielle. CGI est un chef de file du secteur des services en TI et en gestion des processus d'affaires au Canada, et nous continuons à renforcer notre position sur le marché américain en conjuguant la croissance interne et les acquisitions. Nos revenus provenant des États-Unis et des marchés internationaux ont augmenté notablement au fil des ans et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Cependant, la concurrence demeurant très vive sur le marché des services en TI et de l'impartition des processus d'affaires, nul ne peut garantir que nous continuerons à remporter de nouveaux contrats.

Durée du cycle de vente des grands contrats d'impartition – Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente. Alors que le cycle moyen durait auparavant de 6 à 18 mois, il dure à présent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Disponibilité et conservation des professionnels qualifiés – Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Au fil des ans, nous avons réussi à attirer et à retenir un personnel hautement compétent grâce à notre culture d'entreprise, à nos valeurs solides, à l'importance que nous accordons au développement professionnel ainsi qu'à notre programme de rémunération axé sur le rendement. De surcroît, nous avons mis en œuvre un programme complet visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués. Nous croyons que CGI est un employeur de premier choix du secteur des services en TI. Nous recrutons également des professionnels qualifiés par l'entremise des contrats d'impartition que nous remportons et des acquisitions d'entreprises. Le marché de l'emploi étant très compétitif dans le secteur des TI, il est possible que nous ne puissions pas engager et conserver les employés dont nous avons besoin, ce qui augmenterait notre dépendance envers des sous-traitants externes et pourrait avoir une incidence sur nos marges d'exploitation.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques – Nous nous efforçons de demeurer à l'avant-garde du secteur des TI et de nous mouler ainsi à l'évolution des besoins de nos clients. Nous y parvenons en tablant sur divers moyens : une spécialisation dans cinq secteurs économiques cibles; des alliances commerciales non exclusives avec d'importants fournisseurs de logiciels et d'équipements, ainsi que des alliances stratégiques avec des partenaires majeurs; le développement de solutions en TI exclusives; la formation permanente de notre personnel et des transferts continus de compétences entre bureaux et professionnels de la Société; et les acquisitions d'entreprises qui nous procurent un savoir-faire supplémentaire ou une portée géographique accrue.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui – Nous ne pouvons pas avoir la certitude que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui et il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous. Ces poursuites pourraient s'avérer coûteuses, nuire à notre réputation et nous empêcher de fournir certains services ou offres. Nous établissons avec nos clients des contrats de licence leur accordant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle; ces contrats comprennent un engagement à indemniser le titulaire de la licence contre la responsabilité et les dommages résultant des réclamations de tiers touchant des manquements à l'égard des brevets, des droits d'auteur, des marques de commerce ou des secrets commerciaux. Dans certaines circonstances, le montant de ces réclamations pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Que nous soyons tenus responsables ou non de dommages, les réclamations et les poursuites en ce domaine pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation ou nous obliger à conclure des ententes en matière de redevances ou des contrats de licence. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des produits ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des revenus ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Clauses d'étalonnage dans certains contrats – Les contrats de certains clients de nos services d'impartition permettent aux clients d'utiliser, pour certains services précisés dans le contrat, des mécanismes d'établissement des prix fondés sur l'étalonnage des prix exigés, pour des services similaires, par d'autres fournisseurs formant un groupe de comparaison valable. Ces mécanismes tiennent compte des caractéristiques uniques de l'environnement de chaque client et si les résultats indiquent la présence d'un écart supérieur au seuil de tolérance convenu, nous travaillons avec le client afin d'établir une nouvelle grille de prix pour les services. Ces clauses peuvent avoir des conséquences favorables ou défavorables sur nos résultats futurs.

Risques liés à la protection de nos droits de propriété intellectuelle – Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodologies, processus, savoir-faire, outils et techniques exclusifs, ainsi que d'autres biens intellectuels dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, CGI cherche à utiliser les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce, les secrets de fabrication et les autres moyens raisonnables et nécessaires de protection et d'optimisation de ses actifs intellectuels. Par exemple, toutes les solutions d'affaires de CGI seront protégées par le droit d'auteur et brevetées si possible. De plus, afin de mettre ses biens intellectuels à l'abri de toute appropriation ou violation, CGI exige que les clients, partenaires et sous-traitants avec qui la Société établit une relation d'affaires signent un accord de secret. CGI fait aussi reconnaître ses droits liés à la possession et à l'utilisation de sa raison sociale, des noms de ses produits, de ses logotypes et des autres signes dont elle se sert pour identifier ses produits et services sur le marché. Dans le cours normal de nos activités, nous demandons et obtenons l'inscription de nos marques de commerce auprès du Patent and Trademark Office des États-Unis et des autres organismes responsables du droit des marques dans le monde. Nous prenons les mêmes mesures en ce qui concerne le nom de domaine CGI sur Internet. Toutes ces mesures permettent à CGI de faire valoir ses droits sur ses biens intellectuels, si le besoin se présente. Néanmoins, dans certains pays où nous exerçons nos activités, il peut arriver que les lois ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. De plus, malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de nos biens intellectuels. Il peut aussi arriver que nous ne détections pas l'utilisation non autorisée de nos biens intellectuels ou que nous ne prenions pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Risques liés à notre entreprise

Fluctuations liées aux secteurs d'activité – Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits, en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'une période à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux – Nous gérons des activités dans 16 pays et moins de 10 % de notre chiffre d'affaires provient de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Nous croyons que nos assises de gestion favorisent l'efficacité et l'homogénéité de notre exploitation à l'échelle mondiale; ces assises comprennent des cadres de gestion et des processus dont les dirigeants de nos unités d'affaires se servent pour gérer leurs rapports avec nos membres et nos clients. Cependant, l'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes; les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son infrastructure mondiale de prestation des services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt; l'absence, sur certains territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle; les restrictions sur la circulation d'espèces ou d'autres actifs; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies; les restrictions visant le rapatriement des bénéfices; l'instabilité politique, sociale et économique, y compris les menaces liées au terrorisme et aux pandémies. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à nous protéger, dans la mesure du possible, du risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie d'opérations de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés. Même si nous estimons disposer de processus efficaces de gestion dans tous nos bureaux partout dans le monde, n'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

Capacité d'intégrer avec succès les entreprises acquises et les mandats d'impartition – Ayant acquis un grand nombre de sociétés depuis la fondation de CGI, nous estimons que l'intégration d'équipes et d'activités fait maintenant partie de nos compétences de base. Notre approche de gestion disciplinée, fondée pour une large part sur nos cadres de gestion, joue un rôle important dans l'intégration harmonieuse des ressources humaines des sociétés acquises et des activités qui nous sont confiées en impartition.

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises – Aucun des clients de la Société ne fournit plus de 10 % de ses produits totaux.

Risque de résiliation anticipée des contrats – Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. Notre feuille de route démontre notre capacité de combler ou de surpasser les attentes de nos clients. Nous gérons nos activités d'une manière professionnelle. Nous rédigeons nos contrats de façon à délimiter clairement nos responsabilités et à atténuer les risques. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI.

Risque de crédit associé à la concentration des créances clients — Aucun des clients de la Société ne fournit plus de 10 % de ses produits totaux. Nous estimons que nous ne sommes pas exposés à un risque important de crédit, compte tenu de notre bassin vaste et diversifié de clients.

Risques liés à l'estimation des coûts – Pour que nous puissions dégager des marges acceptables, il faut que nous sachions établir les prix de nos services en nous fondant sur une estimation exacte des coûts et des heures de travail nécessaires pour réaliser les projets ou exécuter les contrats d'impartition à long terme. De plus, une portion substantielle de nos contrats visant la réalisation de projets est réalisée en contrepartie de prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client et les revenus sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodologies et nos professionnels pour réaliser le contrat considéré. CGI gère tous ses contrats conformément à son Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les contrats. En vertu de ce cadre de gestion, la Société procède avec beaucoup de rigueur afin d'estimer avec justesse les coûts des mandats. Cependant, des facteurs imprévus, y compris certains facteurs indépendants de notre volonté, pourraient avoir des répercussions sur les coûts ou les calendriers de réalisation et nous empêcher ainsi d'atteindre les marges bénéficiaires prévues.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Capacité de nos partenaires de respecter leurs engagements – En raison de l'envergure et de la complexité croissantes des contrats, il se peut que nous devions nous appuyer sur des sous-traitants externes, y compris des fournisseurs de logiciels et de matériel, pour respecter nos engagements. Notre réussite dépend de la capacité de ces tiers à remplir leurs obligations conformément aux budgets et aux calendriers convenus. Si nos partenaires ne s'acquittent pas de leurs obligations, notre aptitude à exécuter un contrat peut être compromise, ce qui peut avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité.

Risque associé aux garanties – Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation des services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques – Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou d'États pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en TI; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier; l'adoption de nouvelles lois ou de nouveaux règlements visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquiescement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents, aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux – Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des délais nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, sur nos résultats d'exploitation, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nos contrats contiennent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous réalisons. Il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

Risques liés aux acquisitions d'entreprises

Mise en œuvre de notre stratégie d'acquisition – Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquies de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service, ainsi que de grandes entreprises qui augmentent notre masse critique aux États-Unis et en Europe. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions ni que les sociétés que nous acquies, le cas échéant, s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En l'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions.

La tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes nos unités d'affaires est fort complexe et potentiellement accaparante. L'intégration d'entreprises peut occasionner des difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. En outre, dans la mesure où la direction est tenue d'accorder beaucoup de temps, d'attention et de ressources à l'intégration d'activités, d'équipes et de technologies, il est possible que nous n'arrivons pas à maintenir la qualité habituelle du service offert aux clients établis et que cela ait un impact défavorable sur nos revenus ainsi que sur nos bénéfices.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Risques de marché

Risque économique – Un ralentissement économique pourrait occasionner une diminution de nos produits. L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique actuelle sur nos revenus futurs, ni le moment où une reprise marquée surviendra. Durant les périodes de récession, il arrive fréquemment que nos clients et nos clients éventuels annulent, réduisent ou reportent des contrats en cours, ou encore qu'ils retardent l'octroi de nouveaux mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent durant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre plus restreint de mandats durant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. De telles circonstances pourraient déclencher des ajustements de prix visant à respecter les dispositions de nos contrats relatives à l'étalonnage. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

Intégrité de la présentation des résultats

Notre direction assume la responsabilité de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les devoirs du conseil d'administration englobent l'évaluation de l'intégrité des systèmes internes de contrôle et d'information de la Société.

La Politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information, un document que la Société a officiellement entériné et qui fait partie de ses Textes fondamentaux, vise à sensibiliser le conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de divulgation. Le conseil d'administration a créé le Comité de supervision de la politique de communication de l'information qui veille à satisfaire aux exigences en matière de divulgation des organismes de réglementation et supervise les pratiques de divulgation de la Société.

Le Comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières en matière d'indépendance et d'expérience. Le Comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés; b) répertorier et examiner les risques financiers et les risques d'exploitation auxquels nous sommes exposés et revoir les diverses politiques et pratiques ayant pour but de gérer ces risques; c) examiner et évaluer l'efficacité de nos principes et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers; d) examiner et surveiller nos procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur efficacité; e) vérifier la suffisance de nos ressources de vérification interne, y compris le mandat et les objectifs du vérificateur interne; f) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, attester leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux; g) examiner les procédures de vérification; h) examiner les opérations entre apparentés; i) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou confiée au Comité par notre conseil d'administration.

Comme il est indiqué dans notre rapport annuel 2008, la Société a évalué au 30 septembre 2008 l'à-propos et l'efficacité des procédés qu'elle utilise pour communiquer l'information et des mécanismes internes dont elle se sert pour contrôler la communication de l'information financière, sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que ces procédés et mécanismes sont appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par d'autres personnes au sein de ces entités. L'évaluation des procédés qu'utilise la Société pour communiquer l'information et des mécanismes internes dont elle se sert pour contrôler la communication de l'information financière par la direction comporte une exclusion. Notre participation de 49 % dans la coentreprise Innovaposte Inc. a été exclue de l'évaluation, car la direction n'est en mesure ni de dicter, ni de modifier ni, en pratique, d'évaluer les mécanismes de contrôle interne de cette entité à l'égard de l'information financière. La participation de la Société dans la coentreprise représente 1,2 % de l'actif total consolidé et 3,1 % des produits consolidés au 31 décembre 2008 et pour la période de trois mois terminée à cette date. Au cours de la période ouverte le 1^{er} octobre 2008 et terminée le 31 décembre 2008, aucun changement n'a été apporté qui a eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les mécanismes internes dont la Société se sert pour contrôler la communication de l'information financière.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le premier trimestre terminé le 31 décembre 2008

Poursuites judiciaires

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de réclamations et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces procédures pourraient entraîner des coûts importants. Même si le dénouement de ces demandes ne peut être prévu avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'un de ces litiges pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales. Au 31 décembre 2008, la Société fait l'objet de réclamations d'environ 140,0 millions \$ et de demandes reconventionnelles de plus de 160,0 millions \$.